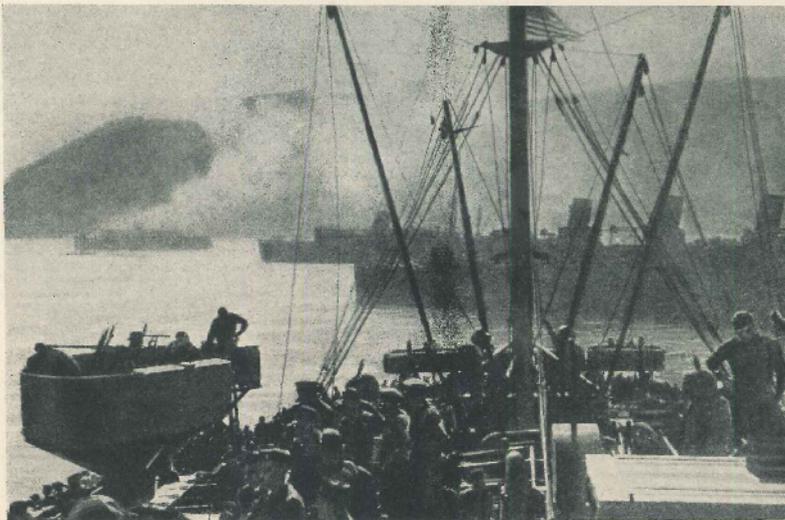


Les vitesses élevées imposées aux bâtiments de surface au cours d'une opération de guerre dans la zone d'action des forces ennemies — 20 à 25 nœuds pour la marche d'approche, plus de 30 nœuds au contact de l'adversaire — entraînent, par conséquent, une réduction sensible du rayon d'action effectif des flottes de combat. Cela explique la brièveté des périodes de crise dans la guerre navale — rarement plus de trois ou quatre jours — et l'importance que toutes les marines attachent à disposer de nombreuses bases convenablement situées. Pour que le succès couronne une entreprise contre l'ennemi, le commandant d'une escadre doit être exactement et rapidement renseigné sur les intentions et les mouvements de l'ennemi; il faut aussi que sa formation occupe une position de départ telle qu'il puisse engager ses bâtiments à coup sûr, et autant que possible par surprise, et exécuter l'opération à une allure rapide proche de la vitesse de combat.

Les positions présentent donc une importance plus grande qu'autrefois. A l'époque de la marine à voiles, le rayon d'action n'était limité que par les approvisionnements en vivres et en eau et la vitesse de route était l'allure de combat. Vivres et eau pouvaient être renouvelés dans n'importe quel port, presque sur n'importe quelle côte; l'intérêt de disposer d'une base à proximité du théâtre des opérations ne se présentait que pour le sauvetage des bâtiments endommagés après une bataille.

Les forces aéro-navales modernes, parce qu'elles ne peuvent agir efficacement qu'à une distance limitée de positions bien situées, bien approvisionnées et convenablement défendues, ont, au contraire, besoin de bases permanentes ou temporaires assez rapprochées les unes des autres et aussi voisines des zones d'opérations que le permet l'aviation de bombardement ennemie.

Bien des opérations ont été effectuées depuis trois ans parce que les belligérants estimaient nécessaire d'acquies de nouvelles bases ou d'arracher à l'ennemi une position pour diminuer ses possibilités d'action sur mer. Dans le Pacifique surtout, la première année de guerre a fait clairement ressortir l'importance des bases. Dès l'ouverture des hostilités, l'activité japonaise a eu pour objet de mettre hors de combat la principale escadre américaine selon les plus sains principes de l'art militaire (attaque de Pearl Harbor), puis de s'emparer des points d'appui ennemis : Wake, Guam, Hong-Kong, Cavite, Soerabaya, Singapour, Penang, Dutch Harbour, Rabaul; quelques-uns étaient des arsenaux puissamment fortifiés et équipés à l'instar des meilleurs ports militaires européens ou du continent américain, les autres de simples mouillages, faciles à aménager pendant la guerre au point de vue maritime comme au point de vue aérien, mais dont les installations embryonnaires étaient seulement en cours de développement. Aux Salomon, les deux partis luttent actuellement pour conquérir des positions naturelles utiles à la fois aux Japonais, qui veulent arriver à portées des routes maritimes Australie-Etats-Unis et isoler le continent australien, et aux Australo-Américains, désireux d'agrandir la zone de sécurité jugée indispensable pour couvrir le zone de leurs liaisons.



Des opérations « amphibies » comme celle des Anglo-Américains en Afrique du Nord entraînent l'intervention de nombreux grands transports de troupes, dangereusement exposés aux attaques aériennes malgré l'importance de la D. C. A. dont ils sont dotés.

De même, la possession des ports norvégiens de Bergen et de Stavanger, excellent points d'appui avancés pour les forces de surface, les sous-marins et les avions allemands, facilite les attaques contre les convois de ravitaillement de Mourmansk, mais l'occupation de l'Islande par les Anglo-Américains procure à ces derniers une position sans laquelle les routes de l'Atlantique-Nord seraient bien plus sérieusement en danger. Tobrouk, enfin, ainsi qu'Alexandrie et Bizerte ont été les enjeux immédiats de la campagne d'Afrique du Nord, mais sans la base de Gibraltar les forces combinées anglo-américaines se seraient trouvées dans l'impossibilité de paraître en Méditerranée et de poursuivre la gigantesque opération qu'elles avaient entreprise en Afrique du Nord pour aider l'U. R. S. S. en essayant d'atteindre l'ennemi dans une zone sensible. Comme on le voit, le mot de Napoléon : « La guerre est une affaire de positions », n'a jamais été plus vrai que depuis qu'il se vérifie pour la guerre navale.

La conquête et la défense des positions entraînent une grande extension de ces opérations « combinées » entre formations aéro-navales et forces terrestres que les Britanniques désignent d'une façon expressive : opérations « amphibies ». Les opérations amphibies n'ont jamais été aussi nombreuses, aussi variées ni aussi graves de conséquences qu'au cours de cette guerre où l'on voit les forces navales appuyer l'avance d'une armée par des interventions côtières (campagne de Libye), des forces terrestres amenées par mer assurer la conquête rapide d'importantes positions sur lesquelles repose la puissance navale d'un des belligérants (Singapour) ou bien encore des *diversions* être tentées afin d'immobiliser d'importantes forces ennemies sur des théâtres secondaires (Dieppe, Îles Lofoten).

Les forces engagées dans une diversion sont peu nombreuses : les « commandos » anglo-saxons ne groupent jamais que quelques centaines, voire quelques milliers d'hommes, légèrement équipés et que n'accompagnent pas de gros *impedimenta*. Des opérations amphibies comme celles des Japonais en Malaisie ou des Anglo-Américains en Afrique du Nord française entraînent, par contre, une formidable mise en œuvre de moyens aéro-navals. Il faut même bien plus que la maîtrise de la mer pour assurer le succès : une parfaite coordination des efforts, des circonstances politiques et météorologiques favorables, des moyens exactement adaptés au but sont nécessaires. Leur entretien suppose ensuite le maintien d'un gros courant de trafic, que l'adversaire s'efforce, bien entendu, de couper. Il est encore trop tôt pour chiffrer l'importance d'une entreprise comme celle du général Eisenhower, mais on peut indiquer, à titre de comparaison, que l'expédition de Salonique a exigé, en 1916-1918, pour la seule part de la marine française, le transport de 631.000 hommes, de 76.000 chevaux et de 1.500.000 tonnes de matériel et qu'en 1917 pour le seul ravitaillement de leurs troupes de Salonique, qui ne représentaient qu'une fraction de l'armée de Macédoine, les Anglais ont dû immobiliser 117 navires jaugeant ensemble 500.000 tonneaux.

Une marine marchande nombreuse représente

donc un autre élément primordial de la puissance navale, surtout pour celui des belligérants qui doit se ravitailler outre-mer et transporter des armées au delà des océans. Dans cette guerre pourtant une importante flotte de commerce est nécessaire aux deux partis quoique à des degrés différents. L'utilité d'une grosse flotte commerciale pour les nations unies n'est pas à démontrer, mais c'est également par mer que le bloc européen de l'Asie assure une grande partie de son trafic intérieur entre l'Allemagne, l'Italie et les pays occupés afin de soulager ses chemins de fer et ses canaux. Les défenses fixes et mobiles du littoral européen interdisant aux forces adverses l'approche des eaux territoriales, tous les navires marchands encore disponibles en Europe naviguent maintenant au cabotage depuis Stavanger jusqu'à Bayonne, en Méditerranée et en mer Noire, et c'est par mer aussi que les troupes d'occupation en Norvège et les forces allemandes opérant en Finlande sont ravitaillées.

La puissance navale — que ce soit pour se servir de la mer ou pour en interdire l'usage à l'ennemi — apparaît donc comme un des facteurs essentiels du succès dans un conflit mondial; elle en demeure même sans doute le principal, malgré les énormes possibilités de l'aviation en 1943. Si puissante que soit l'armée aérienne, celle-ci ne l'est pas assez pour assurer seule la maîtrise de la mer, car exercer cette maîtrise ce n'est pas



Un important matériel spécial a dû être construit par toutes les grandes marines pour faciliter la mise à terre des contingents à débarquer, qu'il s'agisse de simples « diversions » ou d'opérations importantes.

seulement gagner des batailles en écrasant à coups de bombe ou grâce à d'heureux lancements de torpilles des escadres ou des convois à la mer ou dans les bases, c'est aussi pouvoir *exploiter in mer*. Pour cela, tout au moins dans l'état actuel des moyens de l'aviation incapable de transporter les centaines de milliers de tonnes de matériels et de vivres qui transitent, chaque semaine, sur les océans, il faut des navires : des navires pour transporter, mais aussi des navires pour escorter et pour protéger ceux qui transportent, donc des navires pour se battre. L'aviation est, certes, un des plus redoutables perturbateurs dont l'action se soit manifestée sur mer : l'attaque de l'escadre italienne à Tarente (novembre 1940), celle de la flotte américaine du Pacifique à Pearl Harbor (décembre 1941) et la destruction au large de la Malaisie des deux navires de ligne *Prince of Wales* et *Repulse* (décembre 1941), les furieux assauts lancés conjointement avec des sous-marins contre les convois anglo-saxons au large du cap Finisterre ou du cap Nord ont montré sa dangereuse puissance; mais l'aviation n'a pas empêché le *Scharnhorst* et le *Gneisenau* de franchir l'étranglement du pas de Calais; elle n'arrête pas la navigation des convois le long des côtes britanniques et européennes et son intervention massive a seulement gêné le ravitaillement d'une position aussi exposée que celle de Malte ou des ports méditerranéens utilisés par les belligérants pour leurs opérations en Afrique du Nord. L'aviation opérant au-dessus des mers n'est donc pas une fin en soi, c'est une arme nouvelle, une arme très dangereuse et un moyen *supplémentaire* mis à la disposition de la puissance navale, qu'elle ne remplace pas et pour le compte de laquelle il exerce une partie du contrôle des océans.

F. DELAMANCHE.

ISRAËLISME

Le 15 mai, sous le titre *Eglise, évolutions et révolutions*, j'ai discuté de la « Révolution européenne » telle que M. Jean Le Cour-Grandmaison l'envisage, c'est-à-dire, à en croire l'article publié le 22 avril dernier dans *Inter-France*, chrétienne et salazarienne. J'avais, en particulier, relevé cette phrase de l'auteur : « L'Eglise est inassimilable et indestructible... ce qui la distingue de toutes les autres institutions et l'apparente au seul judaïsme, dont elle se dit l'héritière et dont la paradoxale survivance pose un problème qui doit faire réfléchir le philosophe et l'homme d'Etat. » J'avais promis de revenir sur le lien ainsi proclamé entre le judaïsme et le christianisme. Ce lien, M. Le Cour-Grandmaison ne l'a certes pas signalé à l'attention publique sans se rendre compte de l'intérêt considérable que ce rappel d'une relation entre Israël et Rome soulèverait en ce moment. La portée considérable d'une telle intervention de faits historiques et religieux ne peut être niée quand elle provient de la plume d'un catholique militant, parfaitement au courant des tendances politiques de l'Eglise. Il est possible que l'opinion l'envisage comme un soutien que le catholicisme trouve opportun d'apporter au judaïsme menacé et trahisse les intentions de M. Le Cour-Grandmaison en directives très simples : « A bas les mains ! Ne touches pas au judaïsme, vous atteindriez en même temps le catholicisme qui en a hérité. » En m'exprimant ainsi je ne dépasse certainement pas les probabilités de l'effet produit.

Pour apprécier comme il convient la question ainsi soulevée des rapports actuels du judaïsme et de l'Eglise, ainsi que la solidarité héréditaire qui les unit, il importe de déterminer en premier lieu le degré d'exactitude ou d'erreur des affirmations de M. Le Cour-Grandmaison, selon lesquelles le catholicisme est l'héritier du judaïsme et la survivance de ce dernier un fait paradoxal.

De quelle manière et jusqu'à quel point le christianisme est-il l'héritier du judaïsme ? Si nous laissons parler les juifs, la réponse est fort simple : le christianisme n'est pas autre chose qu'une hérésie et un schisme. Jésus a affirmé à ses contemporains que la révélation faite à Moïse et les prophéties s'accomplissaient en sa personne. Il a tenté de son vivant d'humaniser les doctrines juives et de leur insuffler le grand amour que nous trouvons à la base de ses préceptes. Partant du judaïsme, il l'a réformé. Aucun doute n'est possible. Les grands prêtres, menacés dans leur routine matérielle et dans l'emprise spirituelle qu'ils exerçaient sur le peuple, le dénoncèrent et le firent périr, se flattant de voir disparaître avec le corps de Jésus la substance même de son enseignement. Il n'en fut rien. Le christianisme, qui répondait à un besoin des âmes, se développa rapidement. Des persécutions sanglantes s'efforcèrent de le détruire en son enfance et les cheville ouvrières de ces persécutions furent, en de nombreux cas, des juifs, comme l'a démontré Albert Du Bois. Pendant des siècles le judaïsme s'acharna contre Jésus et son œuvre, jusqu'au jour où le christianisme, devenu tout-puissant en certaines parties de l'Europe, se retourna à son tour contre lui et le brima de toutes manières. Le christianisme est donc l'héritier de la révélation faite à Moïse, renouvelée et accomplie par Jésus, mais considérée et traitée comme un schisme par les juifs et impitoyablement condamnée par eux. Un tel lien n'intéresse plus qu'historiquement et le fait d'en tirer un argument politique à cette époque critique n'indique-t-il pas la recherche d'un terrain d'entente ? Il serait alors capital de découvrir les motifs de ce désir de rapprochement.

D'autre part, est-il exact que la survivance du judaïsme soit paradoxale en soi ? D'aucune manière. Nous connaissons d'autres religions tout aussi anciennes, comme le brahmanisme. Certes, une religion comme le brahmanisme est en quelque sorte figée, endormie, dégénérée. Cependant elle procède toujours à l'accomplissement de ses rites et les sacerdoxes qui la desservent, bien qu'ayant pour la plupart renoncé à interpréter le sens hermétique de sa doctrine première, n'en conservent pas moins une influence certaine sur les esprits superstitieux de ses adeptes. Le judaïsme est, d'ailleurs, très habilement conçu pour durer, car son but avoué est

d'attendre l'accomplissement des prophéties et la venue d'un Messie. Mais lorsque Jésus affirme réaliser en sa personne les promesses millénaires le judaïsme nie simplement ses affirmations, le supprime et reprend imperturbablement sa séculaire veillée, qui peut en théorie se poursuivre indéfiniment. En théorie seulement, car il se produit un affaiblissement de la foi juive. En dehors des juifs convaincus, fanatiques, aux yeux brillants de haine des Balkans et de l'Ukraine, pour ne citer qu'eux, nous remarquons, en effet, que la civilisation et l'amour du gain ont imposé aux juifs mélangés aux autres peuples un certain relâchement des pratiques religieuses et une tentative d'assimilation. Les grands internationaux juifs, les hommes d'affaires importants ont laissé s'affaiblir petit à petit les liens rituels et les pratiques de la religion juive. Ils sont moins dévots qu'autrefois. Par contre, l'ambition atavique les gonflant d'orgueil à la suite des succès qu'ils ont remportés, ils sont devenus des hommes politiques. Ils travaillent désormais à établir la domination suprême d'Israël moins en tant que peuple religieux qu'en tant que race dominante. Il s'est dessinée une certaine divergence d'intérêts entre les catégories des juifs, selon qu'ils sont parvenus ou non à une situation analogue à celle des chrétiens. Nous en avons eu la preuve lorsque des milliers et des milliers de juifs misérables se sont déversés sur la France au temps du Front populaire. Ce sont les juifs bien en place, se prétendant européanisés, qui ont le plus mal accueilli leurs coreligionnaires en provenance de l'Est de l'Europe.

Ce caractère politique du judaïsme tend à dominer de plus en plus. Il avait acquis dans le Reich une importance considérable et désastreuse pour l'économie allemande. Lorsque le judaïsme a compris que les mesures hitlériennes de légitime défense adoptées à son égard étaient susceptibles de couper les ailes à la domination mondiale dont il rêvait, il a réussi, en mobilisant les intérêts internationaux juifs, à fomenter la guerre actuelle, dont le but est de faire disparaître la menace que la croix gammée représente pour les juifs. Cette tendance politique juive, souvent indépendante du prosélytisme religieux, devrait être caractérisée, me semble-t-il, par une dénomination particulière. Pour ma part, je la nomme l'« *israélisme* », et j'espère qu'on me pardonnera ce néologisme.

En m'en tenant aux circonstances ne suis-je pas en droit de considérer la phrase de M. Le Cour-Grandmaison citée plus haut comme une manifestation particulièrement habile de l'influence de cet « *israélisme* » ? N'en ressort-il pas la constatation qu'un pont est établi entre ces deux forces qui devraient demeurer antagonistes : l'Eglise et les juifs ? Efforçons-nous de pénétrer dans la genèse du raisonnement actuel de l'Eglise catholique, qui a permis à cet « *israélisme* » de gagner du terrain. L'adage bien connu que l'union fait la force semble avoir inspiré toute cette affaire. Rome estime que ses doctrines et son action sont menacées dans le futur par la réussite et la propagation due à l'exemple des principes du national-socialisme. Les juifs, eux, sont incontestablement dénoncés par le national-socialisme comme des ennemis qu'il importe d'abattre et ils ont considéré qu'en conséquence il serait politique de joindre leurs forces à celles de l'Eglise pour anéantir ou neutraliser le régime du Führer et tous les totalitarismes en général. L'initiative de cette alliance semble bien provenir des juifs. Les choses se déroulent comme si l'israélisme avait fait les premières avances.

Les institutions politiques et religieuses que l'Eglise considère comme défavorables à son développement et à sa sécurité sont actuellement : le bolchevisme, le protestantisme, la franc-maçonnerie et le national-socialisme. En dehors de ce dernier, qu'on ne saurait interrompre ou détourner de sa voie, il se trouve que les trois autres adversaires du Vatican subissent plus ou moins les volontés de l'israélisme. Le bolchevisme est né d'une théorie juive dont l'application est, en sa majeure partie, confiée à des juifs. Le protestantisme, par ses grands besoins d'argent, se trouve en Angleterre et aux Etats-Unis dans l'obligation de composer avec les financiers juifs. Enfin,

il a été abondamment démontré que la franc-maçonnerie s'incline devant les ordres internationaux de ces mêmes juifs. Toutes les forces qui se dressaient contre le national-socialisme sont donc des forces mues par des juifs. N'était-il pas naturel en un tel cas que la puissance morale immense du catholicisme fût sollicitée par l'israélisme de se joindre aux troupes de choc embrigadées contre le national-socialisme ? D'ailleurs, le catholicisme lui-même se trouve parfois, aux Etats-Unis par exemple, dans l'obligation de ménager Israël pour sauvegarder certaines questions d'intérêts matériels.

Cependant, étant donné que l'Eglise ne se paie pas de mots et que l'avantage de son enrôlement dans la lutte contre le national-socialisme est important, les juifs auraient résolu de démontrer leur bonne volonté et leur sincérité momentanées à son égard en offrant à Rome des gages positifs et propitiatoires du succès final qu'ils se proposent de remporter.

L'Eglise catholique ambitieuse, et nul ne pourrait l'en blâmer, de voir rentrer dans son giron celles de ses ouailles qui s'en sont échappées, alors même que l'événement remonterait à plusieurs siècles. C'est ainsi que de nombreuses tentatives ont été faites récemment encore pour ramener les orthodoxes sous l'obédience romaine. Jusqu'à présent les pourparlers n'avaient pas abouti. Cependant il paraît (mais je ne connais aucun document officiel sur ce sujet et je serais fort heureux d'un démenti formel en cas d'erreur), il paraît donc que l'israélisme se serait entremis entre les orthodoxes survivants et le Vatican en vue du retour de ces schismatiques au bercail pontifical. Un ami de Staline, un ami de Roosevelt, un prélat romain et un prélat français composeraient le comité bigarré auquel aurait été confiée la charge de mener à bien des pourparlers définitifs. En témoignage de sa soudaine sympathie pour Rome, Staline aurait également remis en liberté les prêtres polonais catholiques ayant échappé aux coups de revolver et détenus par les bolchevistes. Il aurait même accredité des aumôniers, également catholiques, auprès des quelques Polonais qui combattent dans l'armée rouge. Encore une fois, je n'affirme rien ; mais les choses semblent se passer comme si des relations intéressantes s'étaient nouées entre Rome et Moscou. Il n'en faudrait pas davantage pour expliquer les silences du clergé français à l'égard des atrocités commises par les bolchevistes. Nous comprendrions plus facilement certaines phrases de certains mandements. Nous serions moins surpris par l'étonnant silence de nos prêtres devant la fosse de Katyn où douze mille catholiques ont été brutalement massacrés. Il n'est pas exclu de penser que l'Eglise catholique possède des raisons impératives pour se contraindre au silence devant le supplice de ces malheureux et pour ne pas appeler le jugement du ciel sur le massacre de milliers de ses fils les plus fidèles.

Cette apparente indifférence devant un fait aussi révoltant pour la conscience humaine ne serait-elle pas un premier succès de l'israélisme ?

S'il en était ainsi, ce ne serait pas sans appréhension que nous envisagerions une possible collusion entre les juifs et les catholiques et ses répercussions sur la politique intérieure française. Certes, l'Eglise est infiniment habile et perspicace et nul ne peut se targuer de lui imposer une ligne de conduite ; mais en estimant peut-être qu'il est avantageux pour elle de suivre les directives de M^{gr} Faulhaber, archevêque de Munich, l'Eglise de France se rend-elle suffisamment compte de ce qu'est en réalité le pouvoir destructif de cet israélisme ? Le sang des autres est le triomphe des juifs. Israël est à l'origine de cette guerre. L'argent d'Israël abondamment répandu est le motif évident de sa prolongation.

Je termine en exprimant le vœu, formé très sincèrement, d'entendre l'Eglise se désolidariser par une déclaration sans équivoque de toutes les puissances qui obéissent aux juifs et de couper court ainsi à toutes les interprétations tendancieuses de son attitude.

JACQUES DE LESDAIN.

EN ALLEMAGNE PARMIS LES FRANÇAIS AU TRAVAIL

Le commissariat général à la main-d'œuvre en Allemagne, dont dépendent les délégués français auprès du Front allemand du travail, n'est pas un organisme de recrutement. Son rôle est uniquement social. Il consiste à fournir aux travailleurs et à leurs familles tous les renseignements dont ils ont besoin et à faciliter leurs démarches. C'est de lui que dépendent les amicales et les foyers où nos compatriotes s'appliquent à reconstituer une ambiance française. Pour les y aider le commissariat leur a envoyé des affiches de la S. N. C. F. représentant les paysages de la France ; il organise des conférences et tâche de meubler au mieux leurs loisirs. Dans les grandes villes, en tout cas à Berlin, on projette chaque semaine un film français et, de temps en temps, des troupes d'artistes de chez nous font des tournées à travers l'Allemagne. Enfin, nos compatriotes assistent aux spectacles montés pour l'ensemble des travailleurs étrangers par « la Force par la joie », spectacles de music-hall et de variétés auxquels participent des artistes de toutes les nationalités et que chacun peut apprécier sans connaître un mot d'allemand. Le samedi après-midi et le dimanche, pendant les beaux jours, les travailleurs peuvent faire des excursions. Ceux de Berlin sont particulièrement favorisés par la proximité des lacs et des bois de pins qui évoquent les étangs et les forêts des Landes ; et ceux qui travaillent dans les merveilleux paysages de l'ancienne Autriche sont entre tous privilégiés. Faute de tickets d'alimentation, puisqu'ils sont nourris en commun au camp, ils peuvent soit emporter un casse-croûte, soit dîner dans les restaurants un *Stammesgericht*, plat de légumes que tout restaurant, du plus luxueux au plus modeste, est tenu de servir sans ticket au prix de 0 Mk. 60, soit 12 francs. Quelques usines commencent à distribuer par roulement à leurs ouvriers des tickets d'alimentation pour leurs sorties de fin de semaine.

Nos compatriotes peuvent lire quelques journaux en langue française tels que *le Pont* et *l'Écho de Nancy*, ainsi que certains quotidiens et hebdomadaires de Paris. Mais ils sont à peu près totalement dénués de livres français. Les Flamands, dont les travailleurs envoyés en Allemagne se trouvaient dans la même situation que les nôtres, ont fait dans les familles des collectes de livres qu'ils ont expédiés dans les camps. Ne pourrions-nous nous inspirer en France de cette heureuse initiative ?

Mentionnons que certaines directions d'usines se sont intéressées elles-mêmes aux loisirs de leurs ouvriers étrangers. Dans la région de Leipzig, une grande entreprise a institué un cours d'allemand ouvert gratuitement à tous les travailleurs. Elle a engagé spécialement un professeur de l'Université de Leipzig. Le cours complet : cinquante leçons de deux heures chacune, lui coûte 950 Marks.

S'agit-il de former un orchestre, une troupe théâtrale d'amateurs, une équipe de foot-ball ou de basket-ball, les fervents ne manquent pas. Des terrains de sport ont été mis à leur disposition, sur lesquels, de temps en temps, ont lieu entre équipes étrangères des championnats.

Si les distractions sont nécessaires, pour beaucoup des nôtres les pratiques religieuses le sont plus encore. Nos travailleurs peuvent faire leurs dévotions à certaines heures dans certaines églises où des prêtres allemands sont en mesure d'entendre les confessions en français.

Nous ne saurions trop insister auprès de ceux de nos compatriotes qui ont la chance de continuer à travailler chez eux sur le devoir de fournir à ceux qui ont dû partir, dans toute la mesure possible, tout ce qui peut contribuer à dissiper dans leur esprit l'illusion que la patrie leur perd de vue. Car la patrie, ce n'est pas seulement le gouvernement, qui est amené à leur demander pour des fins que lui seul est en mesure de prévoir l'effort qu'ils accomplissent actuellement sous d'autres cieux, c'est encore la masse des Français qui continuent à vivre dans leur cadre familial.

Si l'on totalise le nombre de nos travailleurs, d'une part, et celui de nos prisonniers, d'autre part, — les seconds entrant d'ailleurs progressivement

dans la catégorie des premiers — environ deux millions de nos compatriotes se trouvent dispersés ici et là par groupes de quelques milliers ou de quelques centaines sur le vaste territoire du Reich. Pour savoir ce qu'ils représentent, d'un point de vue purement statistique — et sans tenir compte du point de vue sentimental, qu'on ne peut cependant écarter de telles considérations — il faut comparer leur nombre à celui de la population active de la France dont ils sont issus.

La dernière statistique officielle, celle de l'année 1931, évaluait à 9.144.000 le nombre des ouvriers et à 2.615.000 celui des employés ; soit 11.759.000 travailleurs. Ce nombre total ayant quelque peu diminué depuis cette époque, notamment du fait de la guerre, on peut estimer sans risquer de se tromper beaucoup que 17 à 20 % de cette population laborieuse, soit positivement une forte partie de la France, travaillent et vivent aujourd'hui en Allemagne. On voit par cela qu'on ne saurait faire trop pour leur conserver un moral élevé.

D'un point de vue général la dispersion de la nation française, consécutive aux exigences de la guerre, par delà les mers ou les monts ne menacerait pas son unité si, outre leurs qualités pratiques, tous les Français professaient au même degré un grand amour de leur patrie, une grande fierté nationale. Et cela en pratiquant, où qu'ils soient, ces vertus qui furent si françaises de loyauté, d'intelligence, de courage et de politesse, lesquelles, d'ailleurs, ne porteraient préjudice à aucune autre nation, au contraire ; amour et fierté que, sous des influences étrangères multiples et peut-être contradictoires, notre régime démocratique s'est ingénié inconsidérément à étouffer. Hors cet amour et cette fierté, il n'est plus en effet, au point où nous en sommes, de thèses ni de doctrines qui puissent rallier la France ni seulement amoindrir ses maux. L'histoire démontre qu'une Église peut à la rigueur et en tous temps s'accommoder des divisions de ses fidèles, mais qu'une nation meurt de la séparation de ses enfants. Donc, dans la tourmente, seul, absolument seul, l'amour de la France érigé par tout Français en religion peut contenir notre pays, le rendre apte à jouer son rôle dans une Europe en gestation et dans un monde bouleversé.

JACQUES SOBETS,
envoyé spécial de *L'Illustration*.

(A suivre.)

(*) Voir *L'Illustration* des 1^{er} et 22 mai.

LES ÉVÉNEMENTS ET LES HOMMES

Après la campagne d'Afrique les grandes entreprises militaires marquent un temps d'arrêt pendant lequel les chefs des gouvernements alliés font le point. Pendant que M. Churchill s'entretient à Washington avec M. Roosevelt, M. Davies, envoyé personnel du président des États-Unis à Moscou, est reçu par M. Molotov, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, puis par M. Staline. La liaison est donc simultanée entre les trois hommes d'État. Le premier résultat de ces entretiens est l'étrange déclaration de M. Staline selon laquelle l'Internationale communiste serait dissoute. A priori cette affirmation ne change rien aux buts de domination avoués naguère par le gouvernement soviétique. Mais elle annonce peut-être un changement des moyens mis en œuvre pour y parvenir. Il faut l'accueillir avec la plus grande circonspection, comme tout ce qui vient d'une puissance ambiguë et que l'on connaît insuffisamment. Contentons-nous d'émettre trois hypothèses : ou bien cette déclaration a pour but de priver la propagande allemande de son principal leitmotiv, la lutte contre le bolchevisme ; ou bien elle doit apaiser les inquiétudes que l'activité communiste en Angleterre et aux États-Unis peut causer aux dirigeants de ces pays ; ou bien encore, coïncidant avec la remise à Staline du message du président Roosevelt, elle est formulée à la demande de celui-ci dans un but politique.

À Washington, dans l'après-midi du 21 mai, à

la suite d'un entretien avec M. Churchill, M. Roosevelt réunit le conseil de guerre du Pacifique à la Maison Blanche en présence du premier ministre britannique. Il semble que le sujet mis à l'étude soit de décider sur quel théâtre d'opérations, de l'Europe ou de l'Asie, les Anglo-Saxons doivent porter leur plus gros effort. On croit que l'état-major de l'armée américaine, et en particulier son chef, le général Marshall, donne la primauté au front du Pacifique. En cela, il tenterait de esuyer la politique impérialiste américaine dans le Pacifique menée depuis un demi-siècle par les prédécesseurs de M. Roosevelt, compromise actuellement par les conquêtes du Japon, et en exécution de laquelle les États-Unis provoquèrent en 1921 la conférence navale de Washington. Rappelons, en effet, que le résultat capital de cette conférence fut que l'Angleterre abandonna les accords qui la liaient au Japon et qu'elle en contracta d'autres avec les États-Unis ; le Japon se trouva dès lors seul en face des deux grandes nations anglo-saxonnes, l'américaine menant l'europpéenne. L'effort des troupes yankees pour chasser les Nippons de l'île Atou, dans les Aléoutiennes, montre l'intérêt que les militaires nord-américains attachent aux positions américaines du Pacifique. On prête à M. Roosevelt des vues contraires à celles de son état-major. Il concentrerait plutôt son attention sur l'Europe, et le séjour de M. Churchill à Washington aurait pour but de l'aider à faire triompher son opinion.

Si les Nord-Américains sont disposés à renforcer leurs positions en Afrique, il semble que l'idée de prendre l'Europe d'assaut suscite beaucoup moins leur enthousiasme. Leurs visées impérialistes étant surtout économiques, l'opinion prévaut parmi eux que la possession de l'Afrique leur permettrait, à la faveur d'un compromis, de livrer à l'Europe par les armes commerciales un assaut infiniment moins meurtrier pour eux qu'une action militaire qui paraît à l'avance vouée à l'échec.

L'amiral Yamamoto, commandant en chef de la flotte combinée aéro-navale japonaise et qui avait décidé l'attaque de Pearl Harbour, a été tué en avril au cours d'un combat aérien qu'il dirigeait. Né en 1884, à l'âge de vingt ans il sortait de l'Académie navale, où il devait être instructeur quelques années plus tard. Il fut attaché naval à Washington en 1925 ; membre de la délégation japonaise à la conférence de Londres en 1929. Puis il fut successivement commandant du 1^{er} corps de la flotte aéro-navale en 1930 ; directeur des services techniques de la marine en 1933 ; sous-secrétaire d'État à la Marine en 1936, enfin chef suprême de la flotte en 1941. Le Mikado a ordonné que des funérailles nationales lui soient faites. L'amiral Koga a été désigné pour le remplacer.

En Chine les Japonais progressent sur un large front vers la capitale de Tchoung King.

En Europe on enregistre une grande activité des aviations adverses. La Luftwaffe renouvelle ses raids sur l'Angleterre tandis que les bombardiers anglo-américains attaquent des villes des territoires occupés et de l'Allemagne. D'autre part, l'aviation germano-italienne harcèle les ports de l'Algérie et de la Tunisie.

Sur le front de l'Est les forces en présence agissent par coups de main. La Luftwaffe attaque les convois de ravitaillement des Soviétiques et fait des vols de reconnaissance en arrière de leurs lignes. C'est ainsi que de grandes concentrations de troupes soviétiques ont été repérées dans le secteur d'Orel et des rassemblements de chars dans la région de Koursk. Le commandement allemand s'attend donc à ce que les Soviétiques lancent de prochaines offensives dans ces deux parties du front.

Ayant fait l'examen de l'action des forces allemandes en Russie depuis le 22 juin 1941, les informateurs militaires de Berlin ont fait savoir que depuis cette date les armes allemandes avaient détruit 39.000 avions soviétiques, dont 17.700 du 22 juin au 31 décembre 1941, 16.700 en 1942 et 4.600 du 1^{er} janvier au 20 mai 1943. D'après les militaires allemands la supériorité aérienne de l'aviation allemande sur l'aviation soviétique tient pour beaucoup à la préparation des jeunes pilotes. Ceux-ci sont instruits pendant deux ans. Ensuite ils font leurs premiers vols sur le front en seconde ligne ; ils complètent leur expérience en observant la façon dont leurs camarades conduisent les combats en première ligne. Ainsi, quand ils prennent le baptême du feu, sont-ils parfaitement aguerris et ont-ils déjà le métier de vrais pilotes de guerre.

J. S.

LE RETOUR DE L'AMIRAL ESTEVA

AVANT accompli jusqu'à la limite des possibilités son mandat de résident général de France en Tunisie, l'amiral Esteva a heureusement pu regagner la métropole. Le 17 mai, avant son départ de Paris pour Vichy, où il allait rendre compte de sa mission au chef de l'Etat et au chef du gouvernement français, l'amiral reçut l'ambassadeur de Brinon, délégué général du gouvernement, dans les territoires occupés, et plusieurs autorités allemandes et italiennes à la tête desquelles se trouvaient les ministres Schleiter et Tahn et S. E. M. Buti, ambassadeur d'Italie, ainsi que plusieurs généraux allemands représentant les hautes autorités militaires allemandes en France. Puis il prit l'avion au Bourget avec M. de Brinon et le ministre Rahn, qui avait représenté le gouvernement allemand à Tunis pendant toute la campagne de Tunisie. A sa descente d'avion l'amiral fut salué par MM. Jarrel, secrétaire général du chef de l'Etat, et Guérard, secrétaire général du chef du gouvernement.

Puis il se rendit à l'hôtel du Parc, devant lequel la garde personnelle du Maréchal lui rendit les honneurs. Après que le maréchal Pétain l'eut félicité et remercié pour sa fidélité et son dévouement à la France, l'amiral Esteva présenta au chef de l'Etat les officiers et commissaires qui le soutinrent de leur dévouement en Tunisie. Les uns et les autres sont titulaires de la présente citation collective à l'ordre de la nation : « Ces officiers et commissaires ont témoigné au cours des missions dangereuses qu'ils ont remplies avec fidélité et discipline du sens le plus élevé de l'honneur et des intérêts français. » Le Maréchal les interrogea et les félicita, et il retint à déjeuner l'amiral.

L'après-midi le président Laval eut un long entretien avec l'amiral Esteva, qui lui exprima son désir de servir encore. Ce désir fut exaucé. Un décret signé par le maréchal Pétain maintient l'amiral Esteva en activité de service sans limite d'âge.

Avant de quitter Vichy le résident général a adressé une allocution radiodiffusée aux Tunisiens. « Plus que jamais, leur dit-il, je vous demande la fidélité et la dignité dans votre conduite journalière... Je vous rappelle que le Maréchal et son gouvernement sont les autorités légitimes, les seules à qui nous devons tous l'obéissance. »

A la suite de ces réceptions l'amiral Esteva est allé se reposer quelques jours dans sa famille, à Reims. D'autre part, le Maréchal a donné connaissance à la presse d'une lettre de félicitations par lui adressée à l'amiral Esteva et dont voici le texte :

« Mon cher Esteva,

» ...Vous avez servi à la manière de ceux qui firent la grandeur française d'autrefois. Vous avez mis au-dessus de tout le principe de la fidélité. Sans peur et sans reproche comme le chevalier Bayard, vous avez été loyal et fidèle. Vous avez professé comme nos ancêtres que le culte de la patrie est d'abord une fidélité. Vous ne vous êtes pas soucié d'interroger vos préférences personnelles et d'adapter vos principes aux circonstances. Simplement, et avec noblesse, vous avez été ferme sur la ligne de votre devoir. Après une



A sa descente d'avion sur l'aérodrome de Vichy, l'amiral Esteva est reçu par le général von Neubronn, représentant à Vichy du commandant en chef des forces d'opérations à l'Ouest.



L'amiral Esteva entouré des représentants du gouvernement.



L'amiral Esteva félicite quelques légionnaires tunisiens.

Photographies Transpus et « L'Illustration ».

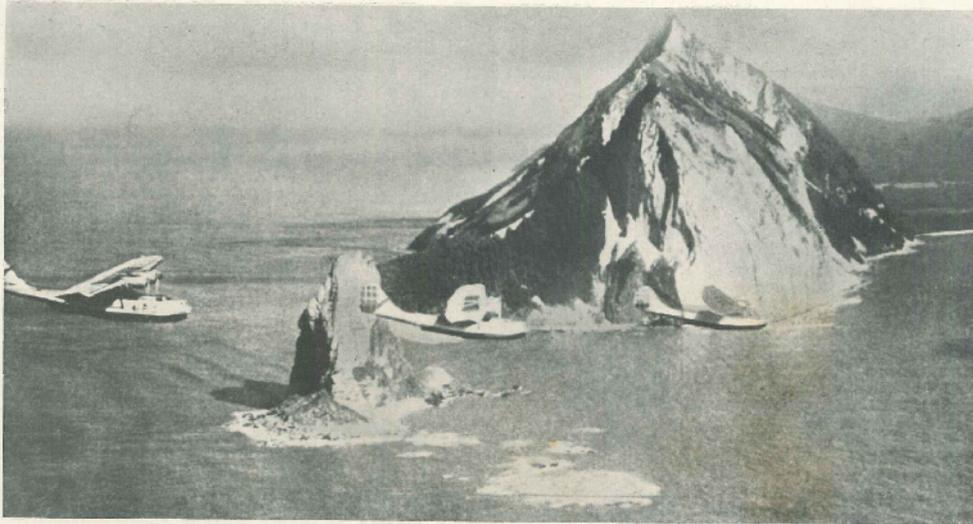
longue carrière au service de la marine et de l'Empire français, vous avez montré une fois de plus votre activité, votre zèle et votre constance dans les tâches les plus difficiles...

» ... Lorsque, plus tard, on cherchera à travers toutes les défaillances de l'esprit et du cœur qui caractérisent notre époque des modèles de solidarité morale, votre exemple sera retenu et enseigné. Vous aurez ainsi servi notre pays non seulement par votre action immédiate, mais en assurant la continuité de ses plus hautes traditions. Ayant des serviteurs tels que vous, la France ne saurait désespérer.

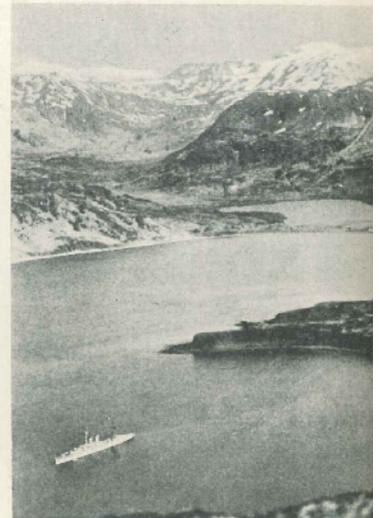
» Je vous embrasse.

» PHILIPPE PÉTAINE. »

De son côté, M. von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères du Reich, exprimait par télégramme à l'amiral Esteva la reconnaissance des puissances de l'Axe pour l'exemple qu'il avait donné d'accomplissement loyal de son devoir, ayant facilité la coopération de la population tunisienne avec les unités germano-italiennes à quoi l'amiral répondit qu'il avait été en ces circonstances, comme il le fut toute sa vie, au service de sa patrie et qu'il ne reconnaît et ne veut reconnaître qu'une seule autorité légitime, celle du Maréchal et du gouvernement.



Le cap Saint-Elia, le Gibraltar du Grand Nord, à la pointe extrême du continent américain, face aux Aléoutiennes.



Dutch Harbour, dans l'île

LA BATAILLE POUR LA ROUTE ARCTIQUE

Après un silence de près d'un an, voici que les îles Aléoutiennes reparaissent dans les communiqués. Celui du 14 mai annonçait en effet que « de fortes unités américaines avaient commencé le 12 mai des opérations de débarquement sur Attu ». C'est le 12 juin 1942 que les îles Attu, Kiska et des Cascades avaient été occupées par le Japon. Cet événement avait été considéré à Tokio comme devant avoir une importance considérable.

Un duel aéro-naval s'était ouvert entre les deux adversaires : les Japonais avaient bombardé Dutch Harbour et fait patrouiller leurs sous-marins dans les parages aléoutiens. Ils avaient même poussé leurs attaques jusque sur les côtes du continent, notamment à Seattle. Quant aux États-Unis, ils ont lancé des offensives combinées : navires de surface, avions, sous-marins, sur les récentes conquêtes japonaises, principalement sur l'île Kiska, en s'efforçant d'intercepter leur ravitaillement.

On peut pourtant s'étonner que, pendant tant de mois, les hostilités n'aient pas été plus actives et que la menace d'attaque japonaise contre le continent américain ne se soit pas mieux précisée.

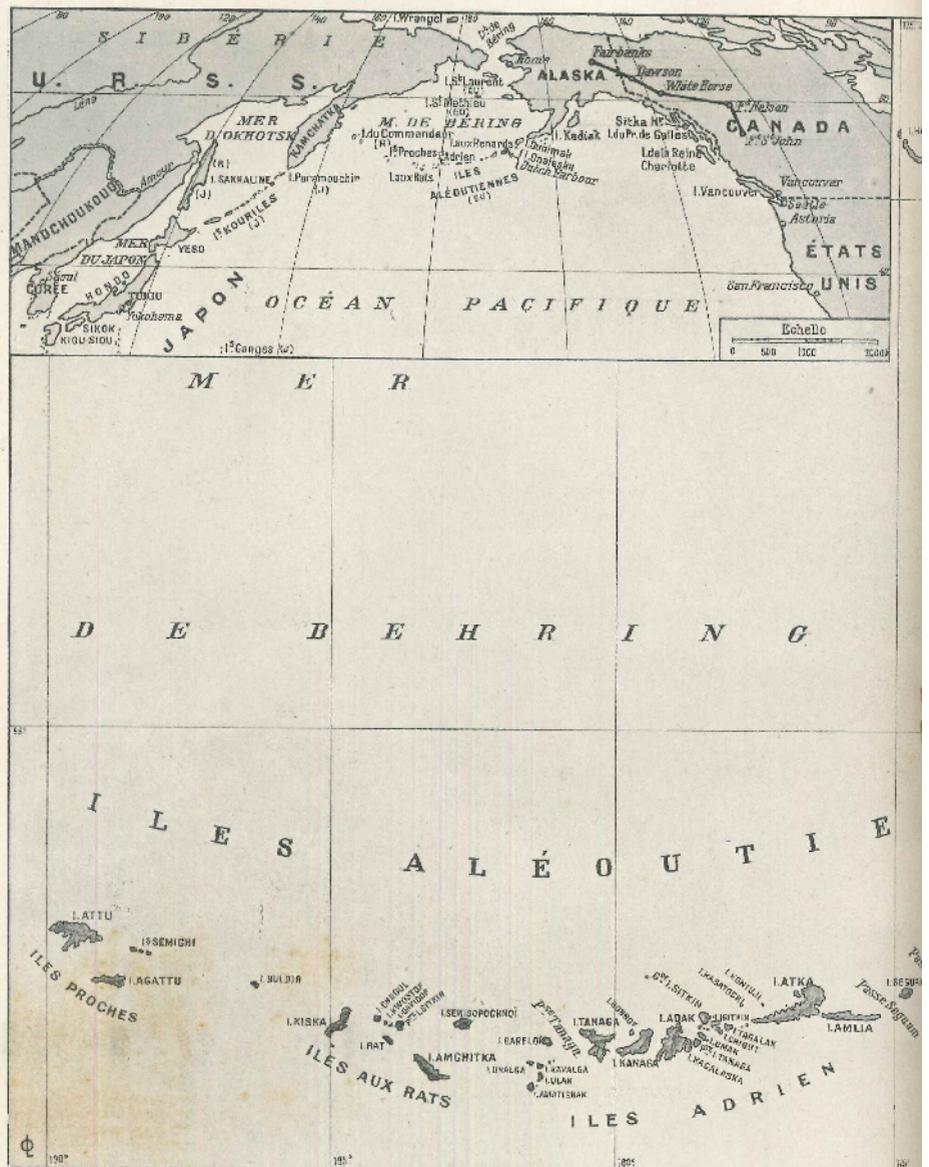
Mais le Japon, au point de vue stratégique, jugeait sans doute avoir atteint son objectif principal. L'occupation des trois îles dont nous venons de parler neutralisait en effet une offensive américaine possible contre son archipel. Le Japon estimait en outre qu'il avait mieux à faire en concentrant ses attaques sur l'Australasie et en se maintenant seulement sur la défensive dans le Nord du Pacifique. Mais c'est surtout une raison géographique qui a décidé des événements. Il suffit pour s'en convaincre de connaître la météorologie et le climat de ces Aléoutiennes, rocheuses, montagneuses, avec des côtes abruptes. En dehors des dangers résultant de l'hydrographie, incomplète de ces régions, une autre difficulté provient des conditions atmosphériques, souvent mauvaises, de la brume et des courants.

Pourquoi ces îles, si pauvres, présentent-elles donc tant d'intérêt stratégique ? L'examen de la carte nous le fera parfaitement comprendre.

Ce qui prolonge et contrarie le déroulement de la guerre du Pacifique, ce sont les difficultés qu'éprouve chacun des combattants à porter à son adversaire des coups mortels. Ils ne peuvent s'atteindre chez eux que par l'aviation. Or, les distances qui séparent les deux continents par la ligne la plus directe sont considérables. Il y a 8.000 kilomètres de San Francisco à Yokohama. Une seule escale se rencontre sur cette route : Pearl Harbour (plus bas que le nord de la carte d'angle ci-dessus), qui est encore éloignée de la capitale du Japon de 6.000 kilomètres.

Quant à la route sud, qui emprunte les atolls, l'Amérique ne peut plus songer à l'employer depuis que Guam, Wake et les Philippines sont tombées aux mains des Japonais.

Mais il existe un autre trajet susceptible de raccourcir singulièrement les étapes de la route



Les îles Attu, Kiska et Adak (ou des Cascades) ont été occupées par les forces japonaises en juin

À droite, détail de la position de Dutch Harbour, sur

LA GRANDE JETÉE D'ILES DE 2.500 KILOMÈTRES, DANS LE PACIFIQUE-N